

**Arnaud Benedetti**

Professeur associé à la Sorbonne et auteur de "La fin de la com"

LES BLOGS

Le triple défi du nationalisme corse met Emmanuel Macron à l'épreuve du réel

A coup sûr, le voyage présidentiel en Corse ne sera pas un embarquement vers le pays merveilleux de la com'.

06/02/2018 07:00 CET



PASCAL POCHARD-CASABIANCA VIA GETTY IMAGES

Gilles Simeoni et Jean-Guy Talamoni lors de la manifestation du 3 février 2018 à Ajaccio.

De la Corse le géographe Allemand Ratzel a dit qu'elle était "une montagne dans la mer". C'est à cette montagne que le macronisme est désormais confronté. Le corsisme s'érige ainsi au mitan de l'hiver comme l'une des expressions les moins dupes et les plus exclusivement abouties des oppositions à la majorité actuelle. Il en est même l'antithèse quasi ontologique. Périphérique, identitaire, populaire, il ne se dissout pas dans la vision déclinante, mondialisée, a-sociale, socialement friendly des marcheurs.

Il lance un triple défi au chef de l'Etat et à son gouvernement: il l'interroge d'abord sur sa cohérence doctrinale; il l'interpelle sur la sincérité de sa langue; il lui renvoie à la figure le granit tranchant de la vieille politique, celle qui dit quelque chose du retour de l'histoire dans son épaisseur conflictuelle.

Le voyage en Corse n'est à coup sûr pas un embarquement vers le pays merveilleux de la com'. Les leaders nationalistes ont préparé la scène, ne laissant pas à Macron le choix du décor; ils s'efforcent par ailleurs d'imposer leur agenda. Chose suffisamment rare pour être relevée: ils ont claqué la porte des corridors du pouvoir parisien voici dix jours et ils l'ont fait savoir sans sourciller, ni barguigner; ils se sont efforcés à mettre en scène, à l'échelle de leur île, une démonstration de force populaire à trois jours de la venue du Président de la république à Ajaccio.

C'est à l'épreuve de ses propres engagements génériques que les nationalistes soumettent d'abord Emmanuel Macron. Le renvoyant à ses propos favorables au droit d'expérimentation des collectivités locales, forts par ailleurs de leurs récents succès électoraux, Jean-Guy Talamoni et Gilles Simeoni rappellent au chef de l'Etat une double réalité: son projet et le rapport de force du moment qui leur semble propice. Rien de virtuel en conséquence et tout de bien réel en quelque sorte... Tout se passe comme si à l'écran clair-obscur dont aime à s'envelopper la politique macroniste dès qu'il s'agit de traiter d'enjeux régaliens avec lesquels il n'est pas forcément à l'aise, les deux responsables opposaient la lumière crue et la linéarité de leurs exigences et de leur logique. De la sorte, ils mettent d'autant en exergue les contradictions d'un pouvoir qui d'un côté préconise la plasticité institutionnelle, de l'autre paraît s'y refuser lorsqu'elle s'appliquerait à la Corse. Démasqué, le "et en même temps", en la circonstance, ne serait que la face dissimulée du double discours. Il s'éviterait de répondre aux questions qui fâchent, à commencer celles concernant la revendication quasi-cinquantenaire de l'autonomie interne...

Parce qu'elle est d'abord la langue de la com', la langue de Macron vise à euphémiser, à atténuer, à détourner, à se faufiler entre des obstacles. Elle consiste à déminer en dévitalisant le signifiant de ses signifiés. Mais le dossier Corse est lourd de sous-entendus et d'arrière-pensées. Il est, au-delà de l'interrogation institutionnelle, la boîte de Pandore de bien d'autres revendications comme celle du rapprochement, voire de l'amnistie des prisonniers, de la reconnaissance du bilinguisme, du statut hautement controversé car anti-constitutionnel à ce stade de résident. Il s'entrechoque à d'autres enjeux proches, comme le référendum à venir en Nouvelle-Calédonie, la question catalane, ou plus lointain, l'avenir de l'Etat-nation dans une Europe en quête existentielle de son modèle politique. Ainsi mise à l'épreuve par un réel qui refuse de se laisser apprivoiser, la com' macroniste ne peut se réfugier dans une politique exclusivement sémantique ou symbolique, là où la question corse regorge de signifiés qui obèrent toute neutralisation du signifiant et en conséquence toute anesthésie des récepteurs. Quand le réel déborde de partout, la politique commande et exige des actes pour faire sens.

La Corse opère dès lors comme un révélateur des limites du pouvoir communicant. Elle ramène à la nécessité politique, à la dimension inextricablement conflictuelle de celle-ci, à l'historicité qui ne se satisfait pas d'une thaumaturgie de l'immédiat. La caractéristique de la captation macronienne consiste généralement à ériger des mesures techniques, voire des ajustements en totems politiques. C'est là l'hubris et l'erreur des experts que de confondre technocratie et politique. Giscard en son temps incarna la même tentation, imaginant substituer aux forces telluriques de l'histoire l'habileté de l'ingénieur. Ce "revival" du giscardisme qu'incarne à sa façon Emmanuel Macron vise à dépasser les oppositions en les dissolvant dans un acide technocratique, le tout survalorisé par une com' vitaminée. L'affaire corse qui est toute de polarité laisse peu de place à une politique de porte étroite. Elle est un nœud gordien qui convoque le Prince et non l'expert, encore moins le communicant. Aux nationalistes et à l'ensemble des Corses, Macron devra dire explicitement quelle est sa vision de la relation entre Paris et l'île, sans doute rappeler que l'on peut être "en même temps" Corse et Français, sous réserve d'offrir une alternative crédible et audible après des décennies de malentendus et de discordes. Une affaire qui nous rappelle que tout est d'abord politique avant d'être communication, et qui renverse en quelque sorte le paradigme dominant d'un pouvoir qui jusqu'à maintenant a fait de la com' la matrice principale de sa gouvernance...